

# WILLIAM RAMSAY

Conseiller du Centre Energie de l'Ifri

## Introduction

Nous disposons d'environ deux heures pour débattre de cette question. C'est un énorme problème qu'il est difficile de traiter en deux heures. Nous avons discuté en réunion plénière de nombreux problèmes mondiaux, avec beaucoup de réflexions macro, beaucoup de macro économie, mais je pense que ce groupe devrait avoir la possibilité de descendre sur terre et de traiter de quelques aspects concrets de notre sujet. Nous avons ici un objectif collectif de politique publique qui consiste à fournir de l'énergie abondante, abordable, sécurisée et propre à une part de la population mondiale plus grande que celle qui en bénéficie maintenant. Il s'agit ici de traiter du concept de pauvreté énergétique qui ne figure pas spécifiquement à notre ordre du jour mais qui a été sous-jacent dans toutes les discussions que nous avons eues jusqu'à présent. Nous voudrions peut-être en traiter malgré tout.

Nous engageons cette conversation dans le contexte d'une lutte qui se déroule à Durban. Il y a environ 193 pays réunis à Durban qui s'efforcent de trouver un moyen de faire progresser le programme d'atténuation des effets du changement climatique. Ils sont encore actuellement en réunion plénière et je crois qu'ils recherchent toujours un moyen de progresser avant 2015, avec une feuille de route pour définir le type d'institution, le type de mécanisme et le type de cadre général qui pourraient remplacer le protocole de Kyoto, alors que nous avons déjà entendu quelques pays affirmer clairement qu'ils ne signeront pas un nouveau protocole, ce qui rend la discussion plutôt difficile.

Nous avons avec les 193 pays de Durban le même problème que celui que nous avons eu au G8, au G20 et au cours des discussions aux Nations Unies. Combien faut-il de pays autour de la table pour résoudre le problème ? Combien de pays ont une importance critique pour aboutir à une prise de décisions applicables à une plus vaste échelle mondiale ? Avons-nous besoin de 193 pays ou pourrait-on, en s'appuyant sur les idées de l'administration Bush, constituer un groupe de 16 ou 17 pays pour y parvenir. Ce ne serait pas un processus particulièrement démocratique, mais on pourrait alors déclarer : voici sur quoi nous sommes tombés d'accord ; nous sommes responsables de 90 % des émissions et voici ce que nous allons faire, en informant le reste du monde. Ce n'est pas le chemin que nous suivons maintenant, mais si nous continuons à subir les frustrations éprouvées à Durban et auparavant, il nous faut peut-être rechercher une proposition alternative.

Les décideurs en matière de politique énergétique sont pleinement conscients des possibilités et de ce que pourraient être les programmes. Ils comprennent les technologies en cause. Nous avons discuté de ces choses. Tout le monde présente des scénarios. Tout le monde affirme que nous pouvons relever le défi des deux degrés, bien que quelques personnes commencent désormais à en douter et parlent plutôt d'adaptation, ce qui court le risque de constituer une échappatoire, parce qu'il est plus facile de parler d'adaptation dans vingt ans que de limitation aujourd'hui.

Nous courons des risques lorsque le calendrier politique glisse vers une zone de confort politique à un horizon de 10 ou 15 ans et que cependant, avec toutes nos connaissances et tous ces plans et scénarios, les émissions polluantes poursuivent leur augmentation. Il n'est pas étonnant que cette augmentation se poursuive puisqu'une bonne partie de la population mondiale souhaite avoir sa part du gâteau. Ils aimeraient avoir un peu plus de transports pour eux-mêmes, un réfrigérateur à la maison et divers autres services énergétiques. Nous reconnaissons tous que si le reste du monde jouissait des mêmes services énergétiques que nous, avec les mêmes modes de production et de prestation, il nous faudrait tous avoir des cuissardes et il y aurait des conséquences climatiques à subir, dans des proportions assez importantes.

Lorsque l'on observe les marchés, on a l'impression que ceux-ci ne sont pas vraiment commandés par des politiques mais par des événements. Ce sont des choses qui se produisent en échappant au contrôle des politiques. Fukushima en est un bel exemple dans le domaine des défis de l'énergie nucléaire. Nous voyons plusieurs pays de par le monde

qui demandent si c'est bien cela le chemin que nous devrions suivre - nos citoyens sont mécontents et nerveux. Notre option nucléaire a-t-elle du plomb dans l'aile ? Il est vrai que cette mauvaise posture du nucléaire se manifeste surtout dans les pays membres de l'OCDE, tandis que 'autres pays, comme la Chine et l'Inde, sont moins préoccupés par ces développements. Nous constaterons, avec le temps, un déplacement de l'épicentre de l'énergie nucléaire vers les pays non membres de l'OCDE.

Un scénario récemment avancé par l'Agence internationale de l'Énergie (l'AIE) prévoit de 300 à 350 gigawatts d'énergie nucléaire produite en 2050 plutôt que les 638 gigawatts annoncés. Quelles sont les implications de cette baisse prévisionnelle ? Comment comblerons-nous cet écart, en soit difficile à combler, alors que Fukushima a eu un impact. Par ailleurs, nous avons connu des problèmes de déploiement intempestif des ressources énergétiques renouvelables, qui suscite une opposition à ces efforts. Dès lors, nous courons le risque de refuser aux énergies renouvelables la place qu'elles méritent sur le marché, en raison de la manière dont on les soutient et les subventionne.

Le problème le plus grave et le moins intéressant à discuter tient au fait que toutes les options négatives en matière de coûts et toutes les options positives en matière de disponibilité et d'efficacité énergétique paraissent décliner. Je parle des cibles faciles à atteindre. Nous parlons de ces cibles depuis 20 ans, et elles n'ont toujours pas été atteintes. Elles sont comme des fruits à portée de main que nous ne cueillons pas et qui pourrissent sur les arbres. Il me semble que nous pourrions consacrer un peu de temps à discuter des raisons pour lesquelles nous n'arrivons pas à convaincre nos sociétés à prendre les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs en matière d'efficacité énergétique.

Les biocarburants ont des incidences importantes sur les marchés de produits alimentaires. Je suis certain que les collègues qui discutent de sécurité alimentaire dans l'autre salle vont en parler un peu, pour autant que nos programmes soient bons, à moins que nous ayons des ordres du jour différents. S'agit-il ici d'agriculture, d'architecture paysagiste ou simplement de politique ? Dans quoi sommes-nous embarqués avec les biocarburants ? Quand les combustibles fossiles coûtent 100 \$ US le baril, les tenants de la doctrine du 'pic pétrolier' passent un mauvais quart d'heure parce qu'un prix de 100 \$ le baril rentabilisent les champs pétroliers même dans les endroits les plus inattendus et les plus inaccessibles.

La révolution des gaz de schiste que nous avons connue aux États-Unis se démultiplie maintenant en pétrole de schiste et si vous regardez ce qui se passe dans les dépôts de Bakken au Dakota du Nord et au Montana vous ne pouvez que vous dire : « Bonté divine, nous passons maintenant du gaz de schiste au pétrole de schiste à 100 \$ US le baril. Nous pouvons probablement nous permettre de le faire. » C'est assez révolutionnaire. Je parle de pétrole dans le schiste, et non de pétrole de schiste, mais il existe d'énormes réserves de ressources pétrolières.

Le gaz de schiste en tant que tel redimensionne les marchés du gaz dans le monde et fournit aux décideurs la possibilité de se dire, « **Formidable ! Ce n'est pas comme le charbon. Ce gaz a une teneur en carbone moitié moins élevée et il est bien plus polyvalent.** Il sert de filet de sécurité pour le nucléaire et pour les renouvelables. Il diminue les difficultés de l'investissement car il assure une rentabilité facile et, dans ces conditions, pourquoi ne développons-nous pas davantage à l'avenir cette technologie de transition gaz-carbone ? Mais cela implique que l'on retarde le recours aux sources d'énergie durable et l'adoption de solutions alternatives à moindre émission de carbone. »

Les marchés de l'énergie ne paraissent pas déterminés par les politiques publiques et je ne pense pas que ce soit le bon moment pour attendre des décideurs qu'ils s'activent à cet égard. Nous ne sommes pas à une époque de grand courage politique. Nous avons trop d'élections en cours. L'économie du monde est dans un état trop alarmant qui n'est guère propice à la prise de décisions difficiles par les dirigeants politiques.

Nous avons réuni un panel. Nous allons aborder tout cela à partir de différentes perspectives. Nous commençons par le point de vue de l'entreprise à partir d'une analyse financière des mérites du comportement des entreprises sur le marché. Nous examinerons quelques-unes des options carbone et quelques développements en cours pour la gestion du carbone ou la compréhension de son rôle dans ces équations et de la manière d'en traiter. Il est manifestement tout à fait impossible que nous discussions de ces options sans référence à un prix sur le marché, et c'est là l'une des grandes difficultés que nous n'avons pas encore rencontrées.



Nous suivrons l'ordre d'inscription des participants au panel, et nous commencerons donc par Manoëlle Lepoutre, de Total. Je ne vais pas reprendre les biographies, puisque les organisateurs ont eu la bonté de nous les fournir, mais si votre entreprise n'est pas bien connue, vous pourriez consacrer une minute ou deux à dire ce qu'elle essaye de faire et où vous figurez dans l'équation, de sorte que l'assistance puisse avoir une idée de votre orientation. Nous savons quelle est la place de Total. Manoëlle, vous avez la parole.